



SECRETARIAT

**AS/Ega (2020) PV 07 add.**

26 janvier 2021

Original : anglais

## **Commission sur l'égalité et la non-discrimination**

### **Procès-verbal<sup>1</sup> de l'audition sur**

**La lutte contre la recrudescence de la haine à l'encontre  
des personnes LGBTI en Europe  
qui a eu lieu par vidéoconférence le 27 novembre 2020**

---

<sup>1</sup> Le procès-verbal de l'audition a été approuvé et déclassifié par la Commission sur l'égalité et la non-discrimination lors de sa réunion du 26 janvier 2021.

Dans le cadre du rapport en cours de préparation sur *La lutte contre la recrudescence de la haine à l'encontre des personnes LGBTI en Europe*, rapporteur : M. Fourat Ben Chikha (Belgique, SOC), la commission tient une audition à laquelle participent :

- Victor Madrigal-Borloz, Expert indépendant sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, Nations Unies ;
- Teodora Ion-Rotaru, Directrice exécutive, Association ACCEPT, Roumanie ;
- Tina Kolos Orbán, Responsable de projets, Association Transvanilla, Hongrie ;
- Miltos Pavrou, Chargé de projet – recherche sociale, Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA).

**Victor Madrigal-Borloz**, Expert indépendant de l'ONU sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, se félicite de la possibilité de participer à un débat avec une institution régionale œuvrant dans des domaines relevant de son mandat. Il a pour objectif de dialoguer dans ce contexte avec un ensemble aussi vaste que possible d'actrices et d'acteurs étatiques et non étatiques. Au niveau mondial, parmi les principaux sujets de préoccupation des personnes LGBT qu'il a recensés au cours des trois dernières années de son mandat figurent la criminalisation, la reconnaissance juridique du genre, la discrimination, la pathologisation et ses effets sur les conventions sociales, l'inclusion sociale, les normes applicables à la collecte de données et l'impact particulier de la covid-19 sur les populations LGBT du monde entier. Son mandat se fonde sur la théorie opérationnelle selon laquelle la stigmatisation, la violence et la discrimination sont alimentées par des facteurs institutionnels et sociétaux qui peuvent être appréhendés à travers le prisme des notions de criminalité, de maladie et de péché. L'idée que les vies de personnes LGBT sont d'une manière ou d'une autre antisociales, désordonnées et marquées par le péché a laissé de profondes traces dans la conscience des sociétés du monde entier. Même si ces idées sont maintenant réfutées, leur influence durable se manifeste encore dans les façons de penser des professions juridiques et médicales et du clergé. Les pouvoirs publics locaux d'une grande partie de l'Europe de l'Est adoptent des propos et des mesures hostiles aux personnes LGBT et à la notion de genre. L'Expert indépendant a pu l'observer lui-même lors de ses déplacements en Géorgie et en Ukraine ainsi qu'à la lecture des multiples plaintes individuelles qu'il a reçues. Il souhaite en particulier attirer l'attention sur trois sujets de préoccupation communs. Premièrement, les discours anti-genre se sont répandus à travers le monde, y compris en Europe, et en particulier en Europe de l'Est. Ces discours tendent à mettre en question l'existence même du genre comme catégorie de protection au regard du droit international des droits humains et à contester la notion selon laquelle le genre est une construction sociale et n'a pas de fondement binaire. Ces éléments sont pourtant cruciaux pour comprendre la réalité vécue par les personnes transgenres ou de genre divers ainsi que pour comprendre les droits sexuels et procréatifs, et ils sont étroitement liés aux notions de pouvoir et de contrôle de l'utérus des personnes qui en ont un. Les corps transgenres sont souvent les premiers à être attaqués et privés de leur liberté dans ce contexte. Les limites imposées à l'éducation concernant la sexualité, le genre et les droits reproductifs sont également très préoccupantes à cet égard. Deuxièmement, il est inquiétant de constater que les messages de haine proférés à l'égard des personnes LGBT dans le débat public, lors de manifestations et dans l'espace public, quel qu'il soit, se normalisent dans une partie importante de l'Europe, et surtout de l'Europe de l'Est. Ces discours ont acquis une légitimité et sont acceptés dans la vie politique, et le populisme qui les adopte obtient des résultats positifs aux élections. Cela confère un crédit considérable aux messages insultants qui appellent à supprimer les orientations sexuelles non hétéronormatives et les identités de genre non cisnormatives et à restreindre les droits humains des personnes LGBT. Il est aussi préoccupant d'observer que ces messages sont également diffusés par les médias, internet, les jeux vidéo et la musique. Troisièmement, les travaux récents de l'Expert sur les prétendues thérapies de conversion montrent qu'elles ont pour origine les mêmes traces profondes précédemment mentionnées. Ces « thérapies » sont extrêmement préjudiciables mais continuent d'être appliquées dans toute l'Europe, sans restriction géographique.

**Teodora Ion-Rotaru**, Directrice exécutive de l'Association ACCEPT (Roumanie), dit que, en ce qui concerne le mouvement anti-genre et les propos haineux proférés contre des personnes transgenres et plus généralement l'ensemble de la communauté LGBTI en Europe de l'Est, y compris en Roumanie, la situation est extrêmement préoccupante. Les discours de haines homophobes et transphobes s'inscrivent dans une tradition de longue date en Roumanie, pays qui n'a dépénalisé les relations sexuelles entre personnes de même sexe qu'en 2001. Les discours et les crimes haineux visant des personnes LGBTI se sont multipliés en Roumanie au cours des 20 dernières années. La campagne menée pendant trois ans pour inscrire dans la Constitution roumaine l'interdiction du mariage entre personnes de même sexe a donné lieu à un nombre sans précédent de propos et de crimes haineux contre des personnes LGBTI, dont les statistiques officielles ne rendent malheureusement pas compte. L'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire *M.C. et A.C. c. Roumanie* (requête n° 12060/12) montre que, bien que l'incitation à la haine et à la discrimination soit une infraction pénale, il est nécessaire d'améliorer les dispositifs de collecte de données, la formation de la police et les méthodes d'enquête sur de telles infractions, pour tous les groupes minoritaires de la Roumanie. Plus récemment, comme dans la plus grande partie de l'Europe de l'Est, un seuil critique a été atteint en ce qui concerne le mythe de « l'idéologie de genre » colporté par le mouvement anti-genre. En juin 2020, le Parlement roumain a adopté une loi visant à éliminer toute discussion du genre à tous les niveaux

de l'enseignement, de la petite enfance à l'université et à la formation des professionnel-le-s de la santé, des membres du système judiciaire et des procureurs. Cette loi a été portée par le Président devant la Cour constitutionnelle, qui n'a pas encore rendu son verdict. Des associations LGBTI, des universitaires et des étudiant-e-s, d'autres membres de la société civile et des organisations internationales de défense des droits humains se sont également mobilisés contre cette loi. La haine fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre a d'autres conséquences préjudiciables, restreignant par exemple l'accès des personnes transgenres aux soins de santé, à l'éducation et à la reconnaissance juridique de leur genre. Cela a de lourdes conséquences sur des personnes dont la vie est déjà très difficile dans un pays comme la Roumanie. Bien que l'on estime à environ 100 000 le nombre de personnes transgenres vivant en Roumanie, moins de 70 d'entre elles ont pu obtenir la reconnaissance juridique de leur genre au cours des 20 dernières années. ACCEPT est en contact régulier avec environ 2 000 personnes transgenres. Seuls quelques médecins de Bucarest dispensent des services destinés aux personnes transgenres. Les discours de haine renforcent l'idée fautive selon laquelle être transgenre serait un crime ou une pathologie. En conséquence, les personnes transgenres sont méprisées et exclues de la société, de l'éducation, de l'accès aux services et même de l'accès à la justice. Cette dynamique fait partie d'un mouvement concerté mené par des forces anti-libérales qui tentent d'affaiblir la démocratie en prenant pour cibles les personnes LGBTI et en particulier les personnes transgenres. La campagne menée en faveur du référendum a eu d'énormes effets négatifs sur la communauté LGBTI. En même temps, le fait que la proportion de votes nécessaire à l'obtention du résultat recherché n'a pas été atteinte indique que la société roumaine évolue et qu'une part importante d'hétérosexuel-le-s comprennent beaucoup mieux qu'auparavant les orientations sexuelles et les identités de genre différentes. Des dirigeant-e-s politiques, des parlements et des gouvernements continuent cependant de traîner les pieds face aux questions d'égalité et encouragent l'homophobie et la transphobie, bien que ces attitudes n'aient pas dans la société l'écho qu'ils souhaiteraient. Il est important de doter les pays concernés des moyens nécessaires pour combattre avec force les propos et les crimes haineux dans les années à venir.

**Tina Kolos Orbán**, responsable de projets de l'Association Transvanilla (Hongrie), dit que pendant l'état d'urgence déclaré en Hongrie du fait de la pandémie, le gouvernement a proposé des amendements constitutionnels visant à faire de la catégorie du sexe/genre, jusque-là modifiable, une caractéristique immuable. Bien que ces mesures n'aient pas été présentées comme ciblant les personnes transgenres, elles ont pour conséquence d'empêcher ces personnes de changer de nom et d'obtenir des documents conformes à leur genre, contrairement à ce qui était possible en Hongrie depuis 2004. De nombreuses personnes transgenres cherchent maintenant désespérément à quitter la Hongrie et toute la communauté a été affectée car le gouvernement a ainsi exprimé à chaque membre de cette communauté son manque de soutien. La dépathologisation et l'autodétermination ne sont pas du tout à l'ordre du jour. Lors du nouvel état d'urgence déclaré pendant la deuxième vague de la pandémie, de nouvelles propositions ont été introduites pour réformer à la va-vite les structures des droits humains en Hongrie. La Constitution et le Code civil ont été modifiés dans le but manifeste de restreindre l'adoption aux seuls couples mariés (hétérosexuels) et d'exiger que le droit des enfants à leur identité soit interprété selon un « système de valeurs fondées sur la culture chrétienne ». Bien que le sens de cette expression ne soit pas clair, le gouvernement semble vouloir imposer à tous sa propre définition du sexe et du genre. Les enfants au genre non conforme n'auraient pas accès aux traitements dont ils ont besoin et la reconnaissance juridique du genre ne serait plus acceptée. La Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe et la Commission de Venise ont souligné que des propositions ayant d'aussi vastes conséquences ne devraient pas être introduites en période d'état d'urgence. Il est difficile d'évaluer l'attitude de la population à cet égard : les sondages montrent que la société hongroise est profondément homophobe et transphobe mais que, au niveau individuel, la situation pourrait être différente. Les discours du gouvernement pourraient cependant fortement influencer l'attitude du public et le risque est réel que la discrimination, le harcèlement et la violence à l'égard des personnes LGBTI s'intensifient. Il y a déjà des conséquences directes pour les personnes qui sont en transition et ne peuvent obtenir de papiers d'identité correspondant à leur genre. Les Hongrois-e-s font généralement preuve de respect vis-à-vis des autres mais tout ce qui s'écarte des valeurs familiales traditionnelles est présenté comme une menace devant être rejetée et interdite. Le discours anti-genre, qui s'oppose à la soi-disant « idéologie du genre » perçue comme une attaque contre la nature ou la normalité, se renforce dans l'ensemble de la région. La Hongrie n'a pas ratifié la Convention d'Istanbul et le Parlement a même expressément voté contre, cette année. Les personnalités politiques adoptent de plus en plus ce type de discours. La situation des droits des personnes transgenres ne peut être appréhendée que dans ce contexte plus général de la guerre contre le genre, et les droits des femmes pourraient être concernés également. Il s'agit de tentatives délibérées de tromper la population et d'influencer les institutions internationales, que l'on ne peut laisser aboutir. La vie est difficile pour les personnes transgenres partout et les parlementaires doivent combattre la haine visant ces personnes dans leur propre pays, mais également soutenir l'action des défenseuses et défenseurs des droits des personnes transgenres en Hongrie, qui n'ont jamais la possibilité de dialoguer directement avec le gouvernement.

**Miltos Pavlou**, Chargé de projet – recherche sociale, Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), présente les résultats d'une enquête menée par la FRA en 2019 sur le vécu des personnes LGBTI dans l'UE, en Serbie et en Macédoine du Nord, qui a permis de tirer de nombreux enseignements utiles aux travaux de la Commission. Comme le titre de l'enquête l'indique, il reste beaucoup de chemin à parcourir avant de parvenir à l'égalité des personnes LGBTI. Des progrès sont accomplis, quoique lentement, mais ils se heurtent à de nombreux obstacles et revers ; il faut s'attaquer avec lucidité aux problèmes existants. Il s'agit de la plus grande enquête jamais réalisée à ce jour, 140 000 réponses ayant été reçues en ligne. Si les hommes gays forment le groupe le plus important de répondants, d'autres groupes ont été mieux représentés que dans d'autres enquêtes comparables. La peur, la violence et la victimisation des personnes LGBTI constituent le problème le plus grave qui apparaît. Les personnes transgenres et intersexes, en particulier, connaissent un fort taux de victimisation. Les résultats d'ensemble ne devraient pas masquer l'existence de nombreuses différences entre les pays et également entre les divers thèmes abordés. La violence à l'encontre des personnes LGBTI existe dans de nombreux pays d'Europe de l'Est mais également dans des pays qui ont adopté des dispositions législatives pénales spécifiques contre ce phénomène. En ce qui concerne les mesures qui contribuent à combattre les problèmes et à promouvoir l'égalité et le respect, le discours des personnalités publiques est extrêmement important et peut avoir une influence aussi bien positive que négative. Là où la situation s'est améliorée au cours des dernières années, cela est souvent dû à la présence visible de personnes LGBTI dans la vie publique et à l'appui de figures publiques, qui renforcent le respect dans la société ; des mesures législatives ont alors non seulement été adoptées mais efficacement appliquées. Inversement, lorsque les répondant-e-s signalent que la situation s'est détériorée, cela est principalement dû aux propos négatifs tenus publiquement par des figures et des partis politiques, qui ont causé de véritables problèmes dans la vie des gens ; cela s'explique parfois également par le manque de lois efficaces, le peu de poids de la société civile et/ou un enseignement médiocre. En ce qui concerne la violence, le harcèlement et la discrimination, il convient de noter que trop de personnes LGBTI continuent à avoir peur d'être perçues comme telles, évitant de tenir la main de leurs partenaires en public. Ce sont les hommes bisexuels et les personnes à l'expression de genre non conforme qui tendent le plus à éviter certains lieux de peur d'y subir une agression. Les agressions physiques touchent majoritairement les personnes transgenres et intersexes. Bon nombre de victimes ne signalent pas leur agression à la police par crainte d'une réaction homophobe ou transphobe, bien que la police soit censée les protéger. De nombreuses personnes LGBTI ont également peur de révéler leur orientation sexuelle ou leur identité de genre à leur famille, ce qui est très problématique pendant les confinements imposés à cause de la pandémie. Le degré d'efficacité de la lutte contre l'homophobie et la transphobie perçue par les personnes LGBTI varie considérablement selon les pays. Il est considéré comme étant très faible en Pologne, en Hongrie, en Italie, en Bulgarie, en Lettonie, en Croatie, en Roumanie et en République Slovaque ; c'est à Malte, au Luxembourg, en Irlande et au Danemark que le degré de confiance exprimé est le plus fort. Dans des pays comme Malte et l'Irlande, qui étaient beaucoup moins progressifs par le passé, les débats publics sur des valeurs communes, comme le fait de pouvoir se marier avec la personne que l'on aime, ont contribué à favoriser une meilleure compréhension. Le bilan n'est pas entièrement négatif : les personnes LGBTI sont aujourd'hui beaucoup plus désireuses d'occuper leur place dans l'espace public et la discrimination a diminué. La FRA recommande de suivre de bonnes pratiques, par exemple de faire figurer dans le droit pénal l'orientation sexuelle et l'identité de genre parmi les circonstances aggravantes d'infractions ; d'améliorer le signalement des infractions violentes en renforçant la confiance accordée à la police et de transposer comme il convient la Directive de l'UE sur les droits des victimes ; de former les agent-e-s publics et de publier la liste des associations LGBTI qui apportent une aide aux victimes. Bien que cela ne relève pas des compétences de l'UE, il est également crucial d'améliorer l'éducation – à la fois des élèves et des parents – sur les droits des personnes LGBTI et l'importance de les respecter pour la société.

**M. Ben Chikha** remercie les intervenant-e-s de leurs contributions, qui seront importantes pour son rapport, et souhaite savoir quel rôle l'église joue dans le mouvement anti-genre en Roumanie. Faisant référence à son rapport sur les violations présumées des droits des personnes LGBTI dans la région du Caucase du Sud, **M. Lacroix** demande si des consultations ont eu lieu avec les autorités azerbaïdjanaises à la suite de la communication que leur a envoyée le précédent expert indépendant de l'ONU en octobre 2017 et comment les sources ont été trouvées. Il juge également intéressantes les observations récentes de l'Expert indépendant sur la Géorgie. Il se demande si la résurgence de la religion et le combat des conservateurs contre la laïcité favorisent la multiplication des violences physiques et verbales contre les personnes LGBTI. **Mme Fresko-Rolfo** demande si l'Expert indépendant de l'ONU a obtenu des informations ou des statistiques sur les crimes dits « d'honneur » commis contre des personnes LGBTI.

**Teodora Ion-Rotaru** souligne qu'il ne faut pas confondre les croyant-e-s et les autorités politisées des institutions religieuses. De nombreuses personnes LGBTI sont également croyantes. Le mouvement anti-genre est en très grande partie alimenté par les autorités religieuses roumaines. Avec l'appui de groupes religieux néo-protestants et autres, l'Église orthodoxe s'est fortement mobilisée en faveur du référendum visant à interdire le mariage de personnes du même sexe mais cela ne reflète pas l'opinion de la majorité des

croyant·e·s en Roumanie. Les groupes qui ont promu le référendum et le projet de loi récent visant à interdire toute discussion du genre à tous les niveaux de l'enseignement sont étroitement liés à des groupes politiques ultraconservateurs et aux autorités chrétiennes de ce type, et également à des groupes conservateurs américains extrémistes et de droite qui tiennent un discours religieux. Il faut éviter de confondre les croyant·e·s avec ces mouvements, qui ne sont pas d'inspiration religieuse mais sont des mouvements politiques cherchant à s'imposer en suscitant la haine à l'encontre des personnes LGBTI.

**Tina Kolos Orbán** dit que, en Hongrie, peut-être parce que la population n'y est pas aussi croyante que dans d'autres pays de la région, les églises ne semblent pas participer au mouvement anti-genre. Les attaques sont menées par le gouvernement, le mouvement anti-genre et des politicien·ne·s, qui adoptent une approche nationaliste, en qualifiant « d'attaques contre la nation » le combat pour l'égalité LGBTI. Le gouvernement confie cependant de plus en plus l'éducation à l'Église plutôt qu'à l'État et aux autorités locales. Cela accroît le pouvoir dont disposent les forces religieuses pour influencer sur les événements du pays et les opinions de la population.

**Miltos Pavlou** souligne que bien que certains groupes essaient d'exploiter une question potentiellement clivante, la majorité de la population européenne est favorable au respect des droits des personnes LGBTI. La nouvelle stratégie de la Commission européenne relative aux personnes LGBTI reconnaît cette réalité et y voit un argument de poids en faveur de la promotion de l'égalité. Même sa grand-mère comprend pourquoi on devrait tous avoir le droit de se marier avec la personne que l'on aime ; des progrès pourraient être facilement réalisés si l'on renforçait la confiance des gens. Il ressort d'une comparaison des Baromètres établis par l'UE dans ce domaine en 1995, 2015 et 2019 que l'acceptation du mariage des personnes de même sexe a progressé dans tous les pays de l'UE, Pologne comprise, au fil des ans. Les personnes LGBTI doivent bénéficier d'un soutien pour pouvoir se montrer au grand jour ; les agent·e·s publics n'ont qu'à faire leur travail à cet égard. Former les policier·e·s ne constituerait pas pour ceux-ci une charge supplémentaire mais leur faciliterait au contraire la vie.

**La Présidente** regrette que la liaison internet avec l'Expert indépendant de l'ONU ait été coupée mais fait savoir aux membres qu'il répondra par écrit aux questions qui lui seront transmises. Elle remercie tous les intervenant·e·s de leurs contributions très utiles aux travaux de la commission.

## Annexe

## Attendance list / Liste de présence

(The names of members present appear **in bold**. / Les noms des membres présents apparaissent **en gras**.)

	<b>Chairperson / Présidente</b>		
	<b>Ms Petra BAYR</b>	Austria / Autriche	
	<b>Vice-Chairpersons / Vice-Présidentes</b>		
1 <sup>st</sup>	<b>Ms Petra STIENEN</b>	Netherlands / Pays-Bas	
1 <sup>er</sup>			
2 <sup>nd</sup>	Ms Erika BENKÓ	Romania / Roumanie	
2 <sup>ème</sup>			
3 <sup>rd</sup>	<b>Ms Felekna UCA</b>	Turkey / Turquie	
3 <sup>ème</sup>			
	<b>Members / Membres</b>		<b>Alternates / Remplaçant-e-s</b>
1.	<b>Ms Eglantina GJERMENI</b>	Albania / Albanie	ZZ...
2.	<b>M. Pere LÓPEZ</b>	Andorra / Andorre	Ms Eva LÓPEZ
3.	<b>Mr Edmon MARUKYAN</b>	Armenia / Arménie	Mr Vladimir VARDANYAN
4.	<b>Ms Petra BAYR</b>	Austria / Autriche	<b>Ms Stephanie KRISPER</b>
	Ms Andrea		Mr Franz Leonhard ESSL
5.	EDER-GITSCHTHALER	Austria / Autriche	
6.	<b>Ms Nigar ARPADARAI</b>	Azerbaijan / Azerbaïdjan	Ms Sevinj FATALIYEVA
7.	<b>Ms Konul NURULLAYEVA</b>	Azerbaijan / Azerbaïdjan	<b>Ms Parvin KARIMZADA</b>
8.	<b>Mr Fourat BEN CHIKHA</b>	Belgium / Belgique	Ms Els van HOOFF
9.	<b>M. Christophe LACROIX</b>	Belgium / Belgique	Ms Darya SAFAI
10.	<b>Mr Saša MAGAZINOVIĆ</b>	Bosnia and Herzegovina / Bosnie-Herzégovine	Mr Mladen BOSIĆ
11.	Ms Elena ANGELININA	Bulgaria / Bulgarie	ZZ...
12.	Mr Plamen HRISTOV	Bulgaria / Bulgarie	Mme Milena DAMYANOVA
13.	Ms Sabina GLASOVAC	Croatia / Croatie	Ms Marijana PETIR
14.	Ms Christiana EROKROITOU	Cyprus / Chypre	Mr Constantinos EFSTATHIOU
15.	Ms Alena GAJDŮŠKOVÁ	Czech Republic / République tchèque	ZZ...
16.	Mr František KOPŘIVA	Czech Republic / République tchèque	ZZ...
17.	Ms Victoria VELASQUEZ	Denmark / Danemark	Ms Kathrine OLLDAG
18.	Ms Vilja TOOMAST	Estonia / Estonie	ZZ...
19.	<b>Ms Tarja FILATOV</b>	Finland / Finlande	Ms Veronika HONKASALO
20.	M. Didier MARIE	France / France	M. François CALVET
21.	M. Bruno FUCHS	France / France	<b>Mme Laurence TRASTOUR-ISNART</b>
22.	<b>Mme Liliana TANGUY</b>	France / France	M. Jérôme LAMBERT
23.	Mme Isabelle RAUCH	France / France	M. Dimitri HOUBRON
24.	<b>Ms Nino TSILOSANI</b>	Georgia / Géorgie	Mr Gela MIKADZE
25.	<b>Mr Frank HEINRICH</b>	Germany / Allemagne	Ms Elisabeth MOTSCHMANN
26.	Ms Gabriela HEINRICH	Germany / Allemagne	Ms Cornelia MÖHRING
27.	Ms Gyde JENSEN	Germany / Allemagne	Mr Tobias ZECH
28.	Ms Daniela WAGNER	Germany / Allemagne	Ms Josephine ORTLEB
29.	<b>Mr Anastasios CHATZIVASILEIOU</b>	Greece / Grèce	Ms Nina KASIMATI
30.	<b>Mr George PAPANDREOU</b>	Greece / Grèce	Mr Dimitrios KAIRIDIS
31.	<b>Ms Zita GURMAI</b>	Hungary / Hongrie	Ms Lajos OLÁH
32.	<b>Ms Hajnalka JUHÁSZ</b>	Hungary / Hongrie	Mr Barna Pál ZSIGMOND
33.	Ms Thorhildur Sunna ÆVARSDÓTTIR	Iceland / Islande	Ms Halldóra MOGENSEN
34.	Ms Róisín GARVEY	Ireland / Irlande	Mr Joseph O'REILLY
35.	Mr Simone BILLI	Italy / Italie	Ms Simona SURIANO
36.	Ms Maria Elena BOSCHI	Italy / Italie	Ms Marina BERLINGHIERI
37.	Mr Gianni MARILOTTI	Italy / Italie	Mr Gianluca FERRARA

38.	Mr Gianluca PERILLI	Italy / Italie	Ms Anna Maria BERNINI
39.	<b>Mr Boriss CILEVIČS</b>	Latvia / Lettonie	Ms Marija GOLUBEVA
40.	Mr Daniel SEGER	Liechtenstein / Liechtenstein	ZZ...
41.	Ms Vida AČIENĖ	Lithuania / Lituanie	Mr Simonas GENTVILAS
42.	<b>Mme Josée LORSCHÉ</b>	Luxembourg / Luxembourg	Mme Françoise HETTO-GAASCH
43.	Ms Rosianne CUTAJAR	Malta / Malte	Mr Etienne GRECH
44.	Ms Doina GHERMAN	Republic of Moldova / République de Moldova	Mr Gaik VARTANEAN
45.	<b>Mme Béatrice FRESKO-ROLFO</b>	Monaco / Monaco	<b>Mme Brigitte BOCCONE-PAGES</b>
46.	Ms Sanja PAVIČEVIĆ	Montenegro / Monténégro	Mr Ervin IBRAHIMOVIĆ
47.	Ms Reina de BRUIJN-WEZEMAN	Netherlands / Pays-Bas	<b>Ms Margreet De BOER</b>
48.	<b>Ms Petra STIENEN</b>	Netherlands / Pays-Bas	Ms Ria OOMEN-RUIJTEN
49.	Ms Frosina TASHEVSKA-REMENSKI	North Macedonia / Macédoine du Nord	Ms Shpresa HADRI
50.	Ms Jette CHRISTENSEN	Norway / Norvège	Mr Petter EIDE
51.	Mr Marek BOROWSKI	Poland / Pologne	<b>Mr Killion MUNYAMA</b>
52.	Mr Daniel MILEWSKI	Poland / Pologne	Ms Maria KOC
53.	Ms Barbara NOWACKA	Poland / Pologne	Mr Krzysztof ŚMISZEK
54.	<b>Mme Edite ESTRELA</b>	Portugal / Portugal	Mme Isabel RODRIGUES
55.	ZZ...	Portugal / Portugal	ZZ...
56.	Mr Iulian BULAI	Romania / Roumanie	M. Viorel Riceard BADEA
57.	Mr Liviu Ioan Adrian PLEȘOIANU	Romania / Roumanie	Ms Erika BENKŐ
58.	Mr Liviu-Marian POP	Romania / Roumanie	M. Cristian-Sorin DUMITRESCU
59.	<b>Mr Yury OLEINIKOV</b>	Russian Federation / Fédération de Russie	Mr Artur TAYMAZOV
60.	<b>Ms Irina RODNINA</b>	Russian Federation / Fédération de Russie	<b>Ms Alfiia KOGOGINA</b>
61.	<b>Ms Irina RUKAVISHNIKOVA</b>	Russian Federation / Fédération de Russie	Ms Oksana PUSHKINA
62.	Ms Olga STAROSTINA	Russian Federation / Fédération de Russie	<b>Mr Sergey FABRYCHNYY</b>
63.	M. Giuseppe Maria MORGANTI	San Marino / Saint-Marin	Ms Mariella MULARONI
64.	<b>Ms Elvira KOVÁCS</b>	Serbia / Serbie	Ms Branka STAMENKOVIĆ
65.	Ms Biljana PANTIĆ PILJA	Serbia / Serbie	Ms Dubravka FILIPOVSKI
66.	<b>Ms Anna ZÁBORSKÁ</b>	Slovak Republic / République slovaque	Mr Eduard KOČIŠ
67.	Ms Violeta TOMIĆ	Slovenia / Slovénie	Ms Tadeja ŠUŠTAR
68.	<b>Ms María Luisa BUSTINDUY</b>	Spain / Espagne	<b>Ms Susana SUMELZO</b>
69.	<b>Ms Laura CASTEL</b>	Spain / Espagne	Ms Sara GIMÉNEZ
70.	<b>Ms Sara VILÀ</b>	Spain / Espagne	<b>Ms Esther PEÑA</b>
71.	Ms Ann-Britt ÅSEBOL	Sweden / Suède	<b>Ms Carina OHLSSON</b>
72.	<b>Mr Momodou Malcolm JALLOW</b>	Sweden / Suède	Mr Markus WIECHEL
73.	Mr Niklaus-Samuel GUGGER	Switzerland / Suisse	<b>Mr Roland Rino BÜCHEL</b>
74.	<b>Mme Ada MARRA</b>	Switzerland / Suisse	<b>M. Jean-Pierre GRIN</b>
75.	<b>Mr Ahmet YILDIZ</b> (replacing Ms Sena Nur ÇELİK)	Turkey / Turquie	Mr Mehmet Mehdi EKER
76.	<b>Ms Selin SAYEK BÖKE</b>	Turkey / Turquie	Mr Yunus EMRE
77.	<b>Ms Feleknas UCA</b>	Turkey / Turquie	Mr Hişyar ÖZSOY
78.	<b>Mme Serap YAŞAR</b>	Turkey / Turquie	Mr Halil ÖZŞAVLI
79.	Ms Maryna BARDINA	Ukraine / Ukraine	Ms Mariia MEZENTSEVA
80.	Mr Yuriy KAMELCHUK	Ukraine / Ukraine	Ms Olena KHOMENKO
81.	<b>Ms Yevheniia KRAVCHUK</b>	Ukraine / Ukraine	Mr Andrii LOPUSHANSKYI
82.	Ms Ruth JONES	United Kingdom / Royaume-Uni	<b>Mr Virendra SHARMA</b>
83.	<b>Mr Gagan MOHINDRA</b>	United Kingdom / Royaume-Uni	Mr Saqib BHATTI
84.	Mr Ian PAISLEY	United Kingdom / Royaume-Uni	Ms Felicity BUCHAN
85.	Mr Martin VICKERS	United Kingdom / Royaume-Uni	Mr Steve DOUBLE

**COMMITTEE ON POLITICAL AFFAIRS AND DEMOCRACY /  
COMMISSION DES QUESTIONS POLITIQUES ET DE LA DEMOCRATIE**

**First Vice-Chairperson / Premier Vice-président**

Mr / M. Andreas NICK.....Germany / Allemagne

**Members / Membres**

Mr / M. Bernard FOURNIER..... France  
Mr / M. Anastasios CHATZIVASILEIOU..... Greece / Grèce  
Mr / M. George PAPANDEOU..... Greece / Grèce  
Mr / M. José BADIA..... Monaco  
Ms / Mme Brigitte BOCCONE-PAGES..... Monaco  
Mr / M. Vladimir KOZHIN..... Russian Federation / Fédération de Russie  
Mr / M. Sergey KISLYAK..... Russian Federation / Fédération de Russie  
Mr / M. Antonio GUTIÉRREZ..... Spain / Espagne  
Mr / M. Alfred HEER..... Switzerland / Suisse  
Mr / M. Ahmet YILDIZ..... Turkey / Turquie  
Ms / Mme Yelyzaveta YASKO..... Ukraine

**NO HATE PARLIAMENTARY ALLIANCE /  
ALLIANCE PARLEMENTAIRE CONTRE LA HAINE**

**Coordinator and General Rapporteur on combating racism and intolerance /  
Coordinateur et Rapporteur général sur la lutte contre le racisme et l'intolérance**

Mr / M. Momodou Malcolm JALLOW..... Sweden / Suède

**Bureau**

Ms / Mme Petra BAYR..... Austria / Autriche  
Ms / Mme Petra STIENEN..... Netherlands / Pays-Bas  
Ms / Mme Feleknas UCA..... Turkey / Turquie

**Members / Membres**

Mr / M. Pere LÓPEZ..... Andorra / Andorre  
Ms / Mme Petra BAYR..... Austria / Autriche  
Mr / M. Christophe LACROIX..... Belgium / Belgique  
Mr / M. Saša MAGAZINOVIĆ..... Bosnia and Herzegovina / Bosnie-Herzégovine  
Mr / M. Roberto RAMPI..... Italy / Italie  
Mr / M. Boriss CILEVIČS..... Latvia / Lettonie  
Ms / Mme Josée LORSCHÉ..... Luxembourg  
Ms / Mme Béatrice FRESKO-ROLFO..... Monaco  
Ms / Mme Petra STIENEN..... Netherlands / Pays-Bas  
Mr / M. Killion MUNYAMA..... Poland / Pologne  
Ms / Mme Susana SUMELZO..... Spain / Espagne  
Ms / Mme Laura CASTEL..... Spain / Espagne  
Mr / M. Jean-Pierre GRIN..... Switzerland / Suisse  
Ms / Mme Selin SAYEK BÖKE..... Turkey / Turquie  
Ms / Mme Feleknas UCA..... Turkey / Turquie  
Lord Richard BALFE..... United Kingdom / Royaume-Uni

**MEMBERS OF THE ASSEMBLY / MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE**

Ms / Mme Carmen LEYTE..... Spain / Espagne



**PARTNERS FOR DEMOCRACY / PARTENAIRES POUR LA DEMOCRATIE**

Mr / M. Allal AMRAOUI .....Morocco / Maroc

**INVITED SPEAKERS / INTERVENANTS**

Ms / M<sup>me</sup> Samira RAFAELA ..... Member of the European Parliament,  
 ..... Co-president of the Antiracism and Discrimination Intergroup (ARDI)  
 ..... *Membre du Parlement européen,*  
 ..... *Co-présidente de l'intergroupe antiracisme et discrimination (ARDI)*

Ms / M<sup>me</sup> Maria Daniella MAROUDA ..... Chairperson of the European Commission against  
 ..... Racism and Intolerance (ECRI)  
 ..... *Présidente de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI)*

Ms / M<sup>me</sup> Vasilika HYSI ..... Member of ECRI in respect of Albania / *Membre de l'ECRI au titre de l'Albanie*

Mr / M. Nicolae ESANU ..... Substitute member of the European Commission for  
 ..... Democracy through Law (Venice Commission)  
 ..... *Membre suppléant de la Commission européenne pour la*  
 ..... *démocratie par le droit (Commission de Venise)*

Mr / M. Victor MADRIGAL-BORLOZ ..... United Nations Independent Expert on  
 ..... sexual orientation and gender identity  
 ..... *Expert indépendant sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, Nations Unies*

Teodora ION-ROTARU ..... Executive Director, ACCEPT Association, Romania  
 ..... *Directrice exécutive, Association ACCEPT, Roumanie*

Tina KOLOS ORBÁN ..... Project Manager, Transvanilla Association, Hungary  
 ..... *Responsable de projets, Association Transvanilla, Hongrie*

Mr / M. Miltos PAVLOU ..... Project Manager Social Research  
 ..... European Union Agency for Fundamental Rights (FRA)  
 ..... *Chargé de projet – recherche sociale*  
 ..... *Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA)*

**SECRETARIAT OF DELEGATION OR OF POLITICAL GROUP /  
SECRETARIAT DE DELEGATION OU DE GROUPE POLITIQUE**

Mr / M. Georg MAGERL ..... Austria / *Autriche*  
 Mr / M. Emin MAMMADOV ..... Azerbaijan / *Azerbaïdjan*  
 Ms / M<sup>me</sup> Elena PERSIANI ..... Cyprus / *Chypre*  
 Ms / M<sup>me</sup> Eva VALIUS ..... Estonia / *Estonie*  
 Ms / M<sup>me</sup> Maria FAGERHOLM ..... Sweden / *Suède*  
 Mr / M. Michael HILGER ..... Germany / *Allemagne*  
 Ms / M<sup>me</sup> Klara SCHEIDECK ..... Germany / *Allemagne*  
 Ms / M<sup>me</sup> Panagiota MICHA ..... Greece / *Grèce*  
 Ms / M<sup>me</sup> Judit GOTTSCHALL ..... Hungary / *Hongrie*  
 Mr / M. Yaron GAMBURG ..... Israel / *Israël*  
 Ms / M<sup>me</sup> Victoria COMPANA ..... Monaco  
 Mr / M. Youssef AIT ZEDDIB ..... Morocco / *Maroc*  
 Ms / M<sup>me</sup> Dorthe BAKKE ..... Norway / *Norvège*  
 Mr / M. Artur ZANIEWSKI ..... Poland / *Pologne*  
 Ms / M<sup>me</sup> Ana GUAPO ..... Portugal  
 Ms / M<sup>me</sup> Alina ILIE ..... Romania / *Roumanie*  
 Ms / M<sup>me</sup> Carmen IONESCU ..... Romania / *Roumanie*  
 Mr / M. Razvan TANASE ..... Romania / *Roumanie*  
 Mr / M. Pavel ERMOSHIN ..... Russian Federation / *Fédération de Russie*  
 Ms / M<sup>me</sup> Anna KUCHEREVSKAYA ..... Russian Federation / *Fédération de Russie*

Ms / Mme Maria NIKULINA .....	Russian Federation / <i>Fédération de Russie</i>
Ms / Mme Elena VEKSHINA .....	Russian Federation / <i>Fédération de Russie</i>
Ms / Mme Teresa GÓMEZ-BERNARDO .....	Spain / <i>Espagne</i>
Mr / M. Luis Manuel MIRANDA .....	Spain / <i>Espagne</i>
Ms / Mme Johanna INGVARSSON .....	Sweden / <i>Suède</i>
Ms / Mme Petra SJÖSTRÖM .....	Sweden / <i>Suède</i>
Ms / Mme Ayşegül SAKA .....	Turkey / <i>Turquie</i>
Ms / Mme Francesca ARBOGAST .....	SOC
Ms / Mme Marianna NTALLA .....	SOC
Ms / Mme Natalia ODZIMKOWSKA .....	EPP/CD / <i>PPE/DC</i>
Ms / Mme Maria BIGDAY .....	ALDE / <i>ADLE</i>
Ms / Mme Anna KOLOTOVA .....	UEL / <i>GUE</i>

#### **PERMANENT REPRESENTATIONS / REPRESENTATIONS PERMANENTES**

Mr / M. Kirill BUTIVSHCHENKO .....	Russian Federation / <i>Fédération de Russie</i>
Ms / Mme Iryna POSPIELOVA .....	Russian Federation / <i>Fédération de Russie</i>

#### **NON-GOVERNMENTAL ORGANISATIONS / ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES**

Ms / Mme Bénédicte COLIN .....	Federation of Catholic Family Associations in Europe (FAFCE) / <i>Fédération des Associations Familiales Catholiques (FAFCE)</i>
Mr / M. Cianán RUSSELL .....	ILGA-Europe

#### **COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE**

##### **Secretariat of the Committee of Ministers / Secrétariat du Comité des Ministres**

Mr / M. Bjorn BERGE .....	Secretary to the Committee of Ministers / <i>Secrétaire du Comité des Ministres</i>
---------------------------	---

##### **DGI - Directorate General Human Rights and Rule of Law / Direction générale Droits de l'Homme et Etat de droit**

Mr / M. Ziya Caga TANYAR .....	Democratic Institutions and Fundamental Rights / <i>Institutions démocratiques et droits fondamentaux</i>
--------------------------------	--

##### **DGII - Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie**

Mr / M. Johan FRIESTEDT .....	Executive Secretary European Commission against Racism and Intolerance (ECRI) / <i>Secrétaire Exécutif</i> <i>Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI)</i>
Ms / Mme Sophie KURT .....	European Commission against Racism and Intolerance (ECRI) / <i>Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI)</i>
Mr / M. Mats LINDBERG .....	European Commission against Racism and Intolerance (ECRI) / <i>Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI)</i>
Ms / Mme Maria TENOSHVILI .....	European Commission against Racism and Intolerance (ECRI) / <i>Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI)</i>
Ms / Mme Eleni TSETSEKOU .....	Head of the Sexual and Gender Identity Unit / <i>Cheffe de l'unité de l'Orientation sexuelle et identité de genre</i>
Ms / Mme Carolina LASÉN-DÍAZ .....	Gender Equality / <i>Égalité de genre</i>

##### **Directorate of External Relations / Direction des relations extérieures**

Ms / Mme Maria OCHOA-LLIDO .....	Head of the Geneva Office / <i>Cheffe du Bureau de Genève</i>
----------------------------------	---

**Secretariat of the Congress of Local and Regional Authorities /  
Secrétariat du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux**

Ms / Mme Inge HANNON ..... Current Affairs Committee / *Commission des questions d'actualité*

**SECRETARIAT OF THE PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE /  
SECRETARIAT DE L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr / M. Wojciech SAWICKI ..... Secretary General / *Secrétaire Général*

**Committees Directorate / *Direction des commissions***

Ms / Mme Marja RUOTANEN ..... Director / *Directrice*

**Communication Division / *Division de la Communication***

Mr / M. Angus MACDONALD ..... Administrative Officer / *Administrateur*

Ms / Mme Nathalie BARGELLINI ..... Principal Administrative Assistant / *Assistante administrative principale*

Ms / Mme Catherine BECARMIN ..... Assistant / *Assistante*

**Committee on Political Affairs and Democracy /  
*Commission des questions politiques et de la démocratie***

Ms / Mme Despina CHATZIVASSILIOU ..... Head of the Secretariat / *Cheffe du Secrétariat*

Ms / Mme Silvia ARZILLI ..... Secretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*

Ms / Mme Nicola STEMPEL ..... Administrative Assistant / *Assistante administrative*

**Committee on Equality and Non-Discrimination /  
*Commission sur l'égalité et la non-discrimination***

Ms / Mme Penelope DENU ..... Head of the Secretariat / *Cheffe du Secrétariat*

Ms / Mme Sarah BURTON ..... Secretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*

Mr / M. Giorgio LODDO ..... Secretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*

Ms / Mme Elodie FISCHER ..... Secretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*

Ms / Mme Solène FALK ..... Project Manager / *Chargée de projet*

Ms / Mme Naouelle TEFIFEHA ..... Assistant / *Assistante*

Mr / M. Martin McMILLAN ..... Assistant / *Assistant*

**Other participants / *Autre participants***

Ms / Mme Jelena JOVANOVIC ..... Coordinator

..... European Parliament Anti-Racism and Diversity Intergroup (ARDI)

..... *Coordinatrice*

..... *Intergroupe Antiracisme et Diversité du Parlement européen (ARDI)*

Mr / M. Aslami SULEYMAN ..... Head of Office to Ms Samira Rafaela (MEP)

..... *Chef du Bureau de Mme Samira Rafaela (MPE)*